

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 mars 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "établissant les bases des honoraires des curateurs", a donné le 13 mai 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 maart 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de grondslagen van het ereloon van curatoren", heeft op 13 mei 1998 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Observations générales

1. Le texte français est très mal écrit, il convient de le rédiger en assurant une correspondance exacte avec le texte néerlandais.

2. Le projet utilise à de nombreuses reprises les mots "le tribunal". Mieux vaut préciser qu'il s'agit du tribunal du commerce.

3. L'auteur du projet doit préciser expressément si les honoraires prévus par le projet sont attribués à chaque curateur lorsque le tribunal de commerce a désigné un collège de trois curateurs ou si les honoraires doivent être, dans ce cas, divisés par trois.

Intitulé

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal établissant les règles et les barèmes relatifs à la fixation des honoraires et des frais de curateurs.".

.../...

Cet intitulé est, en effet, plus conforme aux termes utilisés à l'article 33 de la loi du 8 août 1997 (1).

Dispositif

Article 1er

L'article 1er n'apporte aucune précision utile par rapport à l'intitulé et au dispositif de l'arrêté en projet et par rapport aux articles 33 et 80 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

Il doit, dès lors, être omis.

Article 2, § 1er (devenant l'article 1er)

Il convient d'éviter que de nombreuses dispositions figurent dans un même article même si ces dispositions ont un rapport direct entre elles; mieux vaut les scinder et les grouper en des articles distincts.

(1) Selon l'exposé des motifs,

"La terminologie "règles et barèmes" a été choisie parce qu'elle décrit plus précisément la compétence du Roi, alors que dans l'actuel article 461 de la loi sur la faillite, il est fait état de "bases", ce qui a donné ouverture à plusieurs controverses "qui ont eu pour conséquence que l'arrêté royal annoncé n'a jamais vu le jour" (Projet de loi sur les faillites, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. Repr., sess. extr. 1991-1992, n° 631/1).

.../...

Cette règle de légistique peut opportunément s'appliquer à l'article 2 qui comprend six paragraphes et s'étend sur trois pages et demie.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er Les honoraires consistent, pour partie, en une indemnité proportionnelle calculée par tranches sur base des actifs récupérés et réalisés et, pour partie, en une indemnité fixée par le tribunal conformément à l'article ...".

Article 2, § 2 (devenant l'article 2)

1. Mieux vaut rédiger le texte comme suit :

"Art. 2 La partie proportionnelle par tranches est établie conformément au tableau ci-après avec un montant minimal de 30.000 F" :

.../...

a) tranches successives	b) pourcentage applicable	c) montant cumulé des tranches précédentes
- de 1 à 800.000 F	20 %	-
- 800.001 à 1.600.000 F	16 %	160.000 F
- 1.600.001 à 2.200.000 F	12 %	288.000 F
- 2.200.001 à 3.900.000 F	10 %	360.000 F
- 3.900.001 à 9.600.000 F	6 %	530.000 F
- 9.600.001 à 29.000.000 F	5 %	872.000 F
- 29.000.001 à 58.000.000 F	3 %	1.842.000 F
- 58.000.001 à 96.000.000 F	2 %	2.712.000 F
		3.472.000 F

2. Le paragraphe 2, dernier alinéa, devenant l'alinéa 2, pourrait être mieux rédigé comme suit :

"Pour ce qui excède la dernière tranche visée à l'alinéa précédent, les honoraires sont fixés par le tribunal de commerce sans pouvoir dépasser 1 %.".

.../...

Article 2, § 3 (devenant l'article 3)

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il peut les réduire ou les augmenter en fonction de divers facteurs tels que, entre autres, l'ampleur et la complexité de l'affaire, le personnel occupé, le nombre de créances, la valeur de réalisation de l'actif, la diligence avec laquelle la faillite est gérée et les créanciers privilégiés payés, la valorisation donnée à des actifs déterminés, même de moindre importance."

Article 2, § 4 (devenant l'article 4)

1. A l'alinéa 1er, mieux vaut remplacer les mots "à son intervention" par les mots "après la faillite".

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"En cas de retard survenu dans l'administration de la faillite, le tribunal peut toutefois exclure de l'ensemble visé à l'alinéa 1er tout ou partie des intérêts produits par les sommes consignées."

Article 2, § 5 (devenant l'article 5)

Les mots "Ces honoraires" doivent être remplacés par les mots "Les honoraires".

.../...

Les mots "en demandant" et "en défendant" doivent être remplacés respectivement par "comme demandeur" et "comme défendeur".

A la fin de l'alinéa, les mots "la rédaction de" doivent être supprimés.

Article 2, § 6 (devenant l'article 6)

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 6 Par dérogation aux articles 2 et 3, les ventes d'immeubles ... donnent droit à des honoraires ... dans la mesure de leurs droits.".

Ces honoraires sont calculés conformément au barème particulier suivant :

a) tranches successives	b) pourcentage applicable	c) montant cumulé des tranches précédentes
- 1 à 10.000.000 F	5 %	-
- 10.000.001 à 50.000.000 F	3 %	500.000 F
- 50.000.001 à 100.000.000 F	2 %	1.700.000 F
- au-delà de 100.000.000 F	1 %	2.700.000 F

.../...

Article 3 (devenant l'article 7)

1. Les mots "qui tombent en dehors" doivent être remplacés dans le texte français par les mots "qui ne font pas partie".

2. Toujours dans le texte français, il vaut mieux écrire : "... contribuer à conserver ou à augmenter ...".

3. En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4 (devenant l'article 8)

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 8 Les montants visés aux articles 2 et 6 ainsi que ceux de l'article 11 sont adaptés lorsque les augmentations ou les diminutions de l'indice des prix à la consommation entraînent au 1er janvier ... (la suite comme au projet)

Ces adaptations sont publiées par avis au Moniteur belge."

.../...

Article 5 (devenant l'article 9)

Mieux vaut écrire : "... aux règles appliquées au moment de l'ouverture de la faillite par le tribunal qui a déclaré la faillite".

Article 6 (devenant l'article 10)

1. A l'alinéa 1er, il appartient à l'auteur du projet de préciser si les termes "autres personnes secondant le curateur dans sa mission" visent également les collaborateurs, les secrétaires et comptables du curateur.

Si telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet, il convient de les exclure expressément.

2. En outre, le texte néerlandais des deux alinéas en projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 11)

1. La rédaction suivante est proposée pour le texte français :

"Art. 11 Le curateur a droit à une indemnité distincte et forfaitaire pour les frais administratifs dont la liste est reproduite ci-après, lesquels sont destinés à couvrir des dépenses qui présentent un lien direct avec la gestion des faillites dont il est chargé.".

.../...

2. Au dernier tiret du texte français, le mot "ne" doit être omis.

Article 8 (devenant l'article 12)

Le texte néerlandais de l'article 8 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerkingen

1. De Franse tekst van het ontwerp is zeer slecht gesteld. Men zou de redactie ervan moeten aanpassen, er daarbij voor zorgend dat de Nederlandse en de Franse tekst volledig overeenstemmen.

2. In het ontwerp worden de woorden "de rechtbank" veelvuldig gebruikt. Het is beter aan te geven dat het om de rechtbank van koophandel gaat.

3. De steller van het ontwerp behoort uitdrukkelijk aan te geven of, wanneer de rechtbank van koophandel een college van drie curatoren heeft aangesteld, het ereloon waarin het ontwerp voorziet aan iedere curator wordt toegekend, dan wel of het ereloon in dat geval door drie moet worden gedeeld.

Opschrift

Het opschrift zou beter als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit houdende vaststelling van de regels en barema's tot bepaling van de kosten en het ereloon van curatoren.".

.../...

Die redactie is immers meer in overeenstemming met de bewoordingen van artikel 33 van de wet van 8 augustus 1997 (1).

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Artikel 1 bevat geen enkele dienstige verduidelijking in verband met het opschrift en het dispositief van het ontworpen besluit ten opzichte van de artikelen 33 en 80 van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

Dat artikel behoort dan ook te vervallen.

Artikel 2, § 1 (dat artikel 1 wordt)

Het is niet aan te bevelen in eenzelfde artikel te veel bepalingen onder te brengen, zelfs wanneer er een

(1) De memorie van toelichting bepaalt :

"Er wordt gekozen voor de term «regels en barema's» omdat dit een precieze omschrijving geeft van de bevoegdheid van de Koning, daar waar in het huidige artikel 461 van de faillissementswet sprake was van «grondslagen», wat aanleiding heeft gegeven tot heel wat betwisting waardoor het aangekondigde koninklijk besluit er nooit is gekomen". (Ontwerp van faillissementswet, Memorie van toelichting, Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, buitengewone zitting 1991-1992, nr. 631/1).

.../...

rechtstreeks verband tussen bestaat. Die bepalingen kunnen beter over verschillende artikelen worden verdeeld.

Die wetgevingstechnische regel zou zeer goed kunnen worden toegepast op artikel 2, dat uit zes paragrafen bestaat en drieëneenhalve bladzijde beslaat.

De tekst zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 1 Het ereloon bestaat deels uit een proportionele vergoeding, per schijf berekend op basis van de gerecupereerde en gerealiseerde activa en deels uit een vergoeding vastgesteld door de rechtbank overeenkomstig artikel ...".

Artikel 2, § 2 (dat artikel 2 wordt)

1. De tekst zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 2 Het proportionele gedeelte per schijf wordt vastgesteld overeenkomstig de onderstaande tabel, met een minimumbedrag van 30.000 F" :

.../...

a) opeenvolgende schijven	b) toepasselijk percentage	c) gecumuleerd bedrag van de voorgaande schijven
1 tot 800.000 F	20 %	-
800.001 tot 1.600.000 F	16 %	160.000 F
1.600.001 tot 2.200.000 F	12 %	288.000 F
2.200.001 tot 3.900.000 F	10 %	360.000 F
3.900.001 tot 9.600.000 F	6 %	530.000 F
9.600.001 tot 29.000.000 F	5 %	872.000 F
29.000.001 tot 58.000.000 F	3 %	1.842.000 F
58.000.001 tot 96.000.000 F	2 %	2.712.000 F
		3.472.000 F

2. Paragraaf 2, laatste lid, dat het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor het gedeelte boven de laatste schijf opgegeven in het vorige lid, wordt het ereloon, dat niet meer dan 1 % mag bedragen, bepaald door de rechtbank van koop-handel.".

.../...

Artikel 2, § 3 (dat artikel 3 wordt)

Voor het tweede lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Ze kan het ereloon verminderen of vermeerderen op basis van verscheidene factoren zoals de omvang en de complexiteit van de zaak, het tewerkgesteld personeel, het aantal schuldvorderingen, de realisatiewaarde van het actief, de spoed waarmee het faillissement wordt afgewikkeld en de bevoorrechte schuldeisers worden betaald, alsook de waarde die voor bepaalde, zelfs minder belangrijke, activa wordt gekregen.".

Artikel 2, § 4 (dat artikel 4 wordt)

1. In het eerste lid, in fine, schrijve men "... en de bedragen die de vereffende activa na het faillissement hebben opgebracht.".

2. Het tweede lid behoort als volgt te worden gesteld :

"In geval van vertraging in het beheer van het faillissement, kan de rechtbank echter alle of een deel van de interesten die de geconsigneerde sommen hebben opgebracht, niet meetellen voor deze bedragen.".

.../...

Artikel 2, § 5 (dat artikel 5 wordt)

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 5 Het ereloon vormt de vergoeding voor de prestaties die de curator gewoonlijk verricht in het kader van een normale vereffening van de failliete boedel, zoals vaststelling van het tijdstip van staking van betaling, opmaak van de inventaris, hypothecaire inschrijvingen op naam van de boedel, verificatie van de schuldvorderingen, realisatie en vereffening van de activa, de rechtsgeschillen of andere rechtstvorderingen, hetzij als eiser, hetzij als verweerder, teneinde niet gegronde of overdreven schuldvorderingen te voorkomen, opsporing en inning van schuldvorderingen, onderhandelingen van de curator met schuldeisers of derden, onderzoek van de boekhouding en de stukken van de gefailleerde, verrichtingen inzake de beëindiging van het faillissement, briefwisseling en pleidooien.".

Artikel 2, § 6 (dat artikel 6 wordt)

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 6 In afwijking van de artikelen 2 en 3 heeft de curator, wanneer door zijn toedoen met hypotheken of met onroerende voorrechten bezwaarde onroerende goederen worden verkocht, recht op een afzonderlijk ereloon ten laste van de betrokken schuldeisers in verhouding tot hun rechten.".

.../...

Dat ereloon wordt berekend volgens het hiernavolgende bijzondere barema :

a) opeenvolgende schijven	b) toepasselijk percentage	c) gecumuleerd bedrag van de vorige schijven
1 tot 10.000.000 F	5 %	-
10.000.001 tot 50.000.000 F	3 %	500.000 F
50.000.001 tot 100.000.000 F	2 %	1.700.000 F
meer dan 100.000.000 F	1 %	2.700.000 F

Artikel 3 (dat artikel 7 wordt)

1. In de Franse tekst dienen de woorden "qui tombent en dehors" te worden vervangen door de woorden "qui ne font pas partie".

2. Nog in de Franse tekst is het beter te schrijven : "... contribuer à conserver ou à augmenter ...".

.../...

3. In de Nederlandse tekst behoort te worden geschreven : "... of er redelijkerwijs toe hadden moeten bijdragen ...".

Artikel 4 (dat artikel 8 wordt)

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 8 De bedragen genoemd in de artikelen 2 en 6, alsook die van artikel 11, worden aangepast wanneer de stijgingen of dalingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen de bedragen op 1 januari van het volgende jaar met 5% of meer doen toenemen of dalen.

Die aanpassingen worden bij een bericht in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt."

Artikel 5 (dat artikel 9 wordt)

Er wordt voorgesteld te schrijven : "... overeenkomstig de regels toepasselijk ten tijde van de opening van het faillissement door de rechtbank die het faillissement heeft uitgesproken."

Artikel 6 (dat artikel 10 wordt)

1. De steller van het ontwerp dient aan te geven of de woorden "andere personen die de curator in zijn

.../...

opdracht bijstaan" in het eerste lid ook betrekking hebben op de medewerkers, het secretariaatspersoneel en de boekhouders van de curator.

Als dat niet de bedoeling van de steller van het ontwerp is, behoren die personen uitdrukkelijk te worden uitgesloten.

2. Voorts schrijve men : "..., mogen slechts ten laste van de boedel worden gebracht als de rechter-commissaris daartoe vooraf machtiging heeft verleend."

3. Zo ook dient in het tweede lid, in fine, te worden geschreven : "... van de curator niet ten laste van de failliete boedel worden gebracht."

Artikel 7 (dat artikel 11 wordt)

1. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 11 De curator heeft recht op een afzonderlijke en forfaitaire vergoeding voor de administratieve kosten die vermeld zijn op de hiernavolgende lijst en dienen voor het dekken van uitgaven die rechtstreeks verband houden met de afwikkeling van de faillissementen waarmee hij is belast."

.../...

2. In de Franse tekst van het laatste streepje dient het woord "ne" te vervallen.

Artikel 8 (dat artikel 12 wordt)

Men schrijve :

"Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS